

# EMPLOI-QUÉBEC

PLAN D'ACTION RÉGIONAL

2011-2012

Document de consultation

Côte-Nord



# **CYCLE DE PLANIFICATION 2011-2014**

## **PLAN D'ACTION RÉGIONAL 2011-2012**

**Services publics d'emploi  
et  
de solidarité sociale**

### **RÉGION DE LA CÔTE-NORD**

**Adopté par le Conseil régional  
des partenaires du marché du travail de la Côte-Nord  
le 24 février 2011**

## **DIRECTION**

Réginald Caron  
Directeur régional

## **COORDINATION, RECHERCHE ET RÉDACTION, MISE EN PAGE ET RÉVISION**

Équipe du partenariat et de la planification, de l'information sur le marché du travail et des services aux entreprises  
Équipe du soutien aux opérations

Candide Tremblay  
Directrice du partenariat et de la planification, de l'information sur le marché du travail et des services aux entreprises

André LePage  
Économiste régional

Chantal Imbeault  
Conseillère régionale aux activités de la solidarité sociale

Normand Lapointe  
Conseiller régional aux activités d'emploi

Ann Miller  
Conseillère régionale en développement de la main-d'œuvre et de l'emploi

Marlène Deschênes  
Agente de secrétariat

Solange Deschênes  
Révisseuse linguistique

© Gouvernement du Québec  
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2011  
ISBN : 978-2-550-61358-9 (imprimé)  
ISBN : 978-2-550-61359-6 (en ligne)

# Table des matières

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE ET DU DIRECTEUR  
RÉGIONAL

## **Les services publics d'emploi et de la solidarité sociale**

1	PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES SERVICES PUBLICS D'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE .....	10
2	L'ÉVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT ET PRINCIPAUX ENJEUX .....	12

## **Les grandes orientations d'Emploi-Québec et les axes d'intervention**

3	LES ORIENTATIONS RÉGIONALES 2011-2012 ET LES STRATÉGIES ENVISAGÉES .....	22
4	LES FACTEURS DE CONTINGENCE .....	38

## **Les annexes**

ANNEXE 1	
Répartition du budget du Fonds de développement du marché du travail .....	42
ANNEXE 2	
Les indicateurs et les cibles de résultats .....	44

# L

## LE MOT DE LA PRÉSIDENTE ET DU DIRECTEUR RÉGIONAL

Le Plan d'action régional 2011-2012 d'Emploi-Québec Côte-Nord s'inscrit dans le nouveau Plan d'action stratégique du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale 2011-2014. Ce plan, adopté le 24 février 2011, témoigne des efforts concertés du conseil régional des partenaires du marché du travail et du personnel d'Emploi-Québec pour établir les stratégies et les axes de développement qui seront mis de l'avant au cours de l'année.

Après la récession qui a sévi en 2008 et 2009, le plan d'action 2011-2012 se présente sous le signe de la reprise économique et de mutations importantes sur le marché du travail. Le risque que des personnes demeurent en chômage de façon prolongée malgré la croissance de l'emploi, la coexistence du chômage persistant chez certains groupes de personnes et les difficultés de recrutement des entreprises ainsi que la mobilisation pour l'autonomie économique et l'inclusion sociale sont autant de défis à relever pour Emploi-Québec au cours des prochaines années. Ces problématiques pourraient constituer un frein à l'amélioration de la productivité des entreprises et à l'accroissement de la richesse collective.

Emploi-Québec structurera ses actions autour de quatre grandes orientations liées au marché du travail, soit le soutien à la relance de l'emploi, la participation au marché du travail du plus grand nombre de personnes, l'amélioration de la productivité et de la capacité d'adaptation des entreprises aux changements, l'offre de service de solidarité sociale dans une perspective d'insertion en emploi et du soutien à la mobilisation du milieu en faveur de la solidarité et de l'inclusion sociale.

Emploi-Québec devra aussi s'adapter aux mutations du marché du travail. Pour y arriver, l'agence retient une cinquième orientation qui est de revoir et d'optimiser le partenariat, les processus de travail, la prestation de services et son organisation territoriale afin de mieux répondre aux besoins des individus et des entreprises.

Ce plan d'action se veut donc une réponse aux enjeux actuels liés à la réalité du marché du travail de la Côte-Nord. En tant que présidente du Conseil régional des partenaires du marché du travail et à titre de directeur régional d'Emploi-Québec Côte-Nord, nous vous présentons le Plan d'action régional 2011-2012, résultat d'efforts concertés pour mieux préparer la main-d'œuvre et les entreprises afin qu'elles profitent de la croissance qui s'annonce.

RÉGINALD CARON  
Directeur régional  
Emploi-Québec Côte-Nord

DANIELLE DELORME  
Présidente  
Conseil régional  
des partenaires du marché  
du travail de la Côte-Nord

**LES SERVICES PUBLICS D'EMPLOI  
ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**

## **1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES SERVICES PUBLICS D'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**

L'agence Emploi-Québec relève du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. À ce titre, elle assume la responsabilité de la gestion des services publics d'emploi et des services de solidarité sociale. Cette double responsabilité, tout en s'inscrivant dans les actions gouvernementales de modernisation et d'amélioration de la gestion de l'État, vise à assurer à la population des services accessibles et adaptés aux particularités des clientèles.

### **1.1 La mission d'Emploi-Québec**

Emploi-Québec a pour mission de contribuer à développer l'emploi et la main-d'œuvre ainsi qu'à lutter contre le chômage, l'exclusion et la pauvreté dans une perspective de développement économique et social.

L'agence Emploi-Québec considère que le travail est le meilleur moyen de réduire la pauvreté et d'assurer l'autonomie financière et l'insertion sociale des individus aptes au travail. Par ses interventions, elle vise à favoriser la participation au marché du travail et l'emploi du plus grand nombre de Québécoises et de Québécois et à mobiliser les bassins de main-d'œuvre sous-représentés sur le marché du travail, à développer les compétences et à accroître la productivité de la main-d'œuvre ainsi qu'à améliorer les pratiques de gestion des ressources humaines et de formation dans les entreprises.

La direction régionale de la Côte-Nord coordonne les services publics d'emploi et de solidarité sociale offerts par les six centres locaux d'emploi (CLE) présents sur le territoire. Par ailleurs, chaque région du Québec dispose d'un conseil régional des partenaires du marché du travail. Ces conseils sont des lieux de concertation privilégiés des partenaires sur le plan régional. Le conseil régional analyse les problèmes de la région et élabore un plan d'action qui prend en compte les besoins locaux.

### **1.2 Les services d'emploi et de solidarité sociale**

Emploi-Québec fournit les services publics d'emploi et les services de solidarité sociale. Les services offerts aux individus s'inscrivent dans un continuum de services axé vers l'emploi, c'est-à-dire qui permet d'assurer un cheminement fluide et un accompagnement des personnes qui en ont besoin pour intégrer le marché du travail.

Les services publics d'emploi contribuent à l'amélioration du fonctionnement du marché du travail, à un meilleur équilibre de l'offre et de la demande de main-d'œuvre de même qu'à la réduction du chômage, des pertes d'emplois, de l'instabilité de l'emploi et des obstacles à la création d'emplois. En plus des services universels offerts à l'ensemble de la population et des entreprises, Emploi-Québec fournit des services d'emploi spécialisés. Ceux-ci s'adressent aux personnes aptes à entreprendre une démarche qui, à terme, les conduira à intégrer le marché du travail ou à se maintenir en emploi, de même qu'aux entreprises éprouvant des difficultés liées à la main-d'œuvre.

De plus, conformément aux dispositions de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles<sup>1</sup>, Emploi-Québec est responsable de la gestion des programmes d'aide financière. Ainsi, en vertu du volet Solidarité sociale de son offre de service, Emploi-Québec soutient financièrement les personnes et les familles démunies et favorise leur autonomie économique et sociale. En outre, elle les encourage à exercer des activités facilitant leur insertion sociale, leur insertion en emploi et leur participation active à la société.

Par son offre de service, Emploi-Québec contribue à l'atteinte des objectifs gouvernementaux quant à l'accroissement du niveau et de la qualité de vie des Québécoises et des Québécois et de leurs communautés et à la réduction de la pauvreté.

---

1. La Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007, remplace la Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale.

## 2 L'ÉVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT ET PRINCIPAUX ENJEUX

### 2.1 L'état actuel et prévisible du marché du travail

La Côte-Nord s'étend sur un territoire de 1 300 km le long de la rive nord du Saint-Laurent entre la rivière Saguenay et le Labrador. Couvrant 237 000 km<sup>2</sup>, la région s'étire au nord jusqu'à Schefferville près du 55<sup>e</sup> parallèle, soit environ 600 km au nord de Sept-Îles.

**TABEAU 1  
POPULATION, RÉGION DE LA CÔTE-NORD**

	2001	2005	2009	Var. % 2005/2009
La Haute-Côte-Nord	13 133	12 505	11 885	-5,0 %
Manicouagan	34 189	33 472	32 379	-3,3 %
Sept-Rivières	35 376	34 799	35 488	2,0 %
Caniapiscau	4 243	3 951	4 142	4,8 %
Minganic	6 831	6 516	6 398	-1,8 %
Basse-Côte-Nord	5 707	5 582	5 412	-3,0 %
<b>Côte-Nord</b>	<b>99 479</b>	<b>96 825</b>	<b>95 704</b>	<b>-1,2 %</b>
<b>Québec</b>	<b>7 396 331</b>	<b>7 581 911</b>	<b>7 828 879</b>	<b>3,3 %</b>

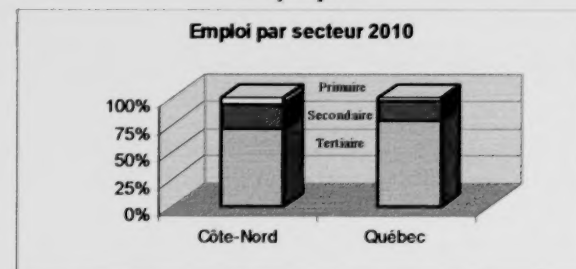
Source : Statistique Canada. Estimation de la population 2009.

Selon les estimations de Statistique Canada, en 2009 la population de la Côte-Nord était de 95 704 personnes, ce qui représente une baisse de 1,2 % par rapport à 2005 et de 5,8 % depuis 2001. Entre 2005 et 2009, la population de l'ensemble du Québec progressait de 3,3 % (tableau 1).

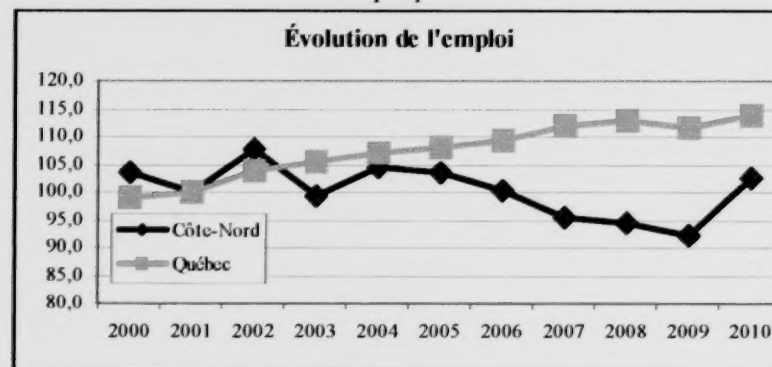
Administrativement, la Côte-Nord se subdivise en six MRC, soit, d'ouest en est, Haute-Côte-Nord, Manicouagan, Sept-Rivières, Caniapiscau, Minganic et, à l'est, la Basse-Côte-Nord, constituée en MRC en 2010 sous le nom de MRC de la Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent. Six centres locaux d'emploi (CLE) desservent la population, soit ceux des Escoumins, Forestville, Baie-Comeau, Port-Cartier, Sept-Îles et Havre-Saint-Pierre.

La Côte-Nord est un vaste pays de ressources. Dans la région, l'économie s'est développée en fonction de l'exploitation de ses richesses naturelles que sont le poisson, la forêt, les mines de fer et l'hydroélectricité. De même, l'industrie manufacturière n'existe qu'en fonction de l'exploitation de l'une ou l'autre de ces ressources (bois, papier, aluminium par exemple) ou comme activité de sous-traitance aux entreprises qui exploitent ces ressources. Quant à l'industrie tertiaire, outre le commerce et le secteur gouvernemental, elle est dominée par trois grands secteurs : le transport, la production d'électricité et le tourisme.

**Graphique 1**



**Graphique 2**



Les années 2000 n'ont pas été particulièrement favorables au marché du travail sur la Côte-Nord. Après un sommet atteint en 2002, l'emploi a amorcé une diminution quasi continue jusqu'en 2009 en raison notamment



du conflit sur le bois d'œuvre avec les États-Unis, de la réduction des attributions de bois, de la fin des grands travaux de construction sur la rivière Toulmoustou et à l'aluminerie Alouette et de la crise financière qui a provoqué la récession économique mondiale en 2008 et 2009.

Ce recul de l'emploi a eu des conséquences sur l'optimisme des travailleurs qui ont quitté la population active et même la région au lieu de devenir chômeurs. Entre 2000 et 2009, la population active a diminué de 12,5 %, entraînant une diminution du taux de chômage, qui est passé de 11,2 % à 9,7 %.

La récession économique a touché durement la Côte-Nord, causant une diminution de près de 12 % de l'emploi sur une période de sept mois. Par contre, la reprise a été tout aussi rapide. Dès le début de 2010, l'emploi était revenu au niveau d'avant la récession et il s'est créé plus de 5 000 emplois en 2010 comme le montre le tableau suivant.

**TABEAU 2**  
**INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL**

	Côte-Nord			Ensemble du Québec		
	2009	2010	Var. %	2009	2010	Var. %
<b>Population active</b>	52,5	56,6	7,8 %	4199,4	4258,6	1,4 %
<b>Emploi</b>	47,4	52,7	11,2 %	3844,2	3920,2	2,0 %
<b>Chômeurs</b>	5,1	3,9	-23,5 %	355,2	338,4	-4,7 %
<b>Taux d'activité</b>	59,2	63,9		65,2	65,4	
<b>Taux de chômage</b>	9,7	6,9		8,5	7,9	
<b>Taux d'emploi</b>	53,4	59,5		59,7	60,2	

Ce sont surtout les secteurs des mines et de la construction qui sont le moteur de cette croissance. Dans les mines, après une année difficile en 2009, la demande pour le minerai de fer sur le marché mondial a entraîné une hausse des prix qui est profitable pour les entreprises de la Côte-Nord. Toutes les entreprises ont augmenté leur production et une nouvelle mine est entrée en fonction.

Le début des travaux de construction du complexe hydroélectrique de la rivière Romaine a aussi été un facteur important de la croissance de l'emploi sur la Côte-Nord. Selon la Commission de la construction du Québec (CCQ), pour les neuf premiers mois de 2010, les heures travaillées sur les chantiers de la Côte-Nord ont progressé de 83 % par rapport aux mêmes mois de 2009. Outre le complexe la Romaine, la modernisation de l'aluminerie Alcoa et les différents travaux d'infrastructures portuaires et routières ont contribué à la croissance dans ce secteur.

La conjoncture favorable dans ces deux secteurs a eu un effet de levier important pour la plupart des autres activités de l'économie régionale. Dans l'industrie des services, ce sont surtout le commerce, l'hébergement et la restauration ainsi que les services professionnels et techniques qui en ont profité. Les entreprises manufacturières, qui sont des sous-traitants des mines et de la construction, étaient aussi en croissance. En fait, seules les industries liées au secteur public et à la forêt ont connu une croissance plus mitigée.

En 2010, la hausse de l'emploi a eu un effet positif sur le nombre de chômeurs. Même si la population active a progressé de près de 7,8 %, l'augmentation plus importante de l'emploi s'est traduite par un recul de près du quart du nombre de chômeurs. Quant au taux de chômage, il a reculé de trois points de pourcentage pour atteindre 6,9 %, soit un taux plus faible que celui de l'ensemble du Québec (7,9 %).

Il est difficile d'imaginer que le rythme de croissance observé en 2010 sur la Côte-Nord se maintienne au cours des prochaines années. Cependant, la poursuite des travaux sur les chantiers de la rivière Romaine ainsi qu'à l'aluminerie Alcoa, la reprise dans l'industrie forestière et la conjoncture favorable au secteur minier sont autant de signes que l'emploi continuera sa progression. Selon les prévisions d'Emploi-Québec, la croissance serait d'environ 1,0 % par année d'ici 2014. En ajoutant le nombre de personnes qui prendront leur retraite, ce sont près de 10 000 emplois qui seront disponibles au cours de cette période sur la Côte-Nord.

La plupart de ces postes seront pourvus par l'arrivée des jeunes de moins de 25 ans sur le marché du travail, l'augmentation de la population active, des personnes qui sont en chômage et l'apport plus grand de certains groupes de travailleurs telles les personnes de 55 ans et plus. Même si l'on ne parle pas de pénurie de main-d'œuvre, les difficultés de recrutement seront de plus en plus présentes. Les perspectives seront plus favorables pour les professions qui exigent une formation plus poussée. Par contre, dans certains secteurs qui ne peuvent pas offrir des conditions de travail semblables à celles des plus grosses entreprises, le recrutement pourrait s'avérer assez difficile.

La hausse de l'emploi devrait inciter plusieurs personnes à devenir actives sur le marché du travail. À 63,9 % le taux d'activité demeure inférieur à la moyenne québécoise et il pourrait progresser rapidement dans les prochaines années et s'approcher près de 70 % comme c'est le cas dans les périodes de forte croissance dans la région. En fait, Emploi-Québec prévoit un taux de chômage oscillant autour de 8 % en 2014 pour la Côte-Nord.

## 2.2 Les enjeux pour Emploi-Québec

Plusieurs défis viendront influencer les actions d'Emploi-Québec Côte-Nord au cours des trois prochaines années. En effet, certains problèmes d'ordre structurel, affectant l'ensemble de la population ou des groupes particuliers de celle-ci, feront l'objet d'une attention particulière de la part d'Emploi-Québec.

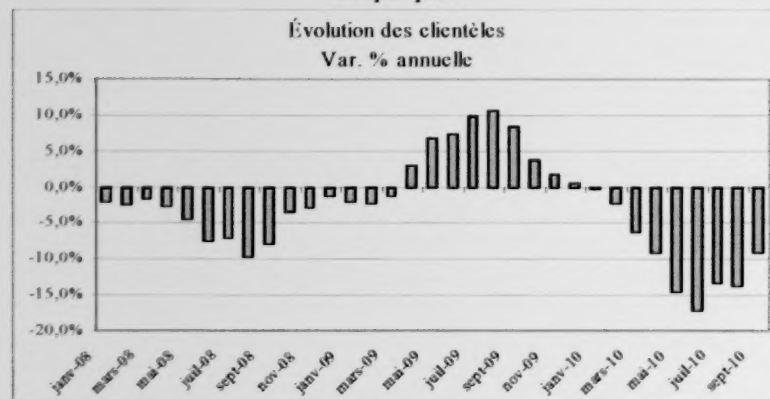
### 2.2.1 Le chômage prolongé

Bien qu'elle ait été de courte durée, la récession économique a frappé durement sur la Côte-Nord. Entre le mois d'août 2008 et le mois de février 2009, plus de 6 000 emplois ont été perdus, ce qui représente 12 % de l'emploi total. Le taux de chômage a atteint alors 12,6 %.

Malgré un certain décalage dans le temps, les conséquences sur les bassins de clientèles d'Emploi-Québec ont été importantes, comme le montre le graphique suivant. En moyenne pour 2009, les bassins de clientèle ont progressé de 3,3 %. Même si la croissance de l'emploi en 2010 a permis une

diminution de ces bassins de clientèles, près de 10 000 personnes sont toujours prestataires soit de l'assurance-emploi, soit de l'aide sociale aptes au travail sur la Côte-Nord.

Graphique 3



Deux secteurs de l'activité économique ont dominé la croissance de l'emploi en 2010, les mines et la construction. Dans l'industrie forestière, qui est aux prises avec des difficultés depuis le milieu des années 2000, la croissance a été plus modeste. Sur la Côte-Nord, l'industrie minière se concentre dans l'est du territoire tandis que celle qui est liée à la forêt se retrouve principalement dans l'ouest. Bien que l'ensemble des Nord-Côtiers ait profité de la croissance en 2010, les bassins de clientèles ont diminué de près de 10 % dans l'est et de moins de 3 % dans l'ouest de la région.

Les difficultés vécues par les travailleurs plus âgés sont le plus souvent liées à la complexité de se trouver un nouvel emploi à la fin d'un précédent. Dans la région, la durée moyenne du chômage des travailleurs de 45 ans et plus est de 21 semaines comparativement à 15 semaines pour l'ensemble de la population de 15 ans et plus. Ces travailleurs courent donc un risque plus élevé de demeurer en chômage de façon prolongée malgré la croissance économique actuelle, en particulier s'ils sont victimes de licenciement, s'ils

sont faiblement scolarisés et s'ils ont beaucoup d'ancienneté avec des qualifications propres à l'entreprise. Compte tenu des besoins en main-d'œuvre anticipés, la Côte-Nord peut difficilement se passer de ses travailleurs âgés.

Malgré la croissance économique, le risque que des personnes demeurent en chômage de façon prolongée demeure bien réel dans la région. Il s'agit là d'un enjeu sur lequel Emploi-Québec agira au cours des prochaines années.

## 2.2.2 Le chômage coexistant avec les difficultés de recrutement

Sur la Côte-Nord, la population est en diminution constante depuis 1981. Par contre, un revirement semble se produire présentement, alors qu'en 2010 Statistique Canada dénombrait 300

personnes de plus sur la Côte-Nord par rapport à 2009. Par ailleurs, selon l'Institut de la statistique du Québec, le solde migratoire régional demeure encore négatif de 300 personnes en 2009-2010. Seule la Minganie a connu un solde positif. Ce sont les jeunes de 15 à 24 ans qui présentent le solde négatif le plus important (-250), alors que les 25 à 49 ans affichent un solde positif de quelque 160 personnes.

Parallèlement à la diminution de la population, les besoins en main-d'œuvre vont en grandissant dans la région. Selon les plus récentes prévisions d'Emploi-Québec, il se créera 2 300 nouveaux emplois sur la Côte-Nord et dans le Nord-du-Québec. En même temps, environ 7 500 travailleurs prendront leur retraite selon des estimations faites à partir des données de la Régie des rentes du Québec (RRQ). Ainsi, 9 800 emplois seront à pourvoir dans la région d'ici 2014. De plus en plus de professions présenteront des perspectives favorables.

Tableau 3  
Migration interrégionale annuelle  
Côte-Nord

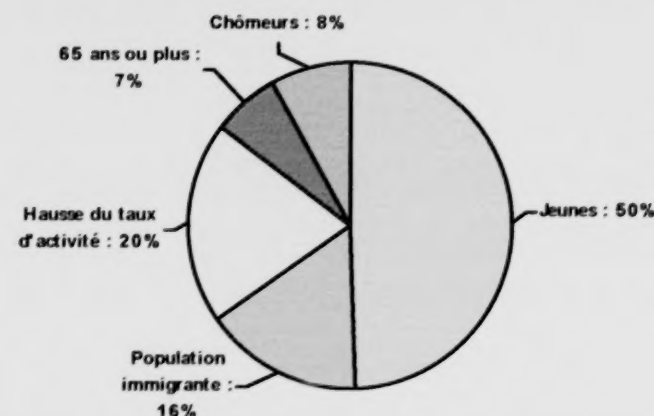
	Entrants	Sortants	Solde
2005-2006	2 301	3 212	-911
2006-2007	2 185	2 871	-689
2007-2008	2 073	2 991	-918
2008-2009	2 188	2 640	-452
2009-2010	2 352	2 665	-313

Dans une enquête sur les besoins en main-d'œuvre réalisée par Emploi-Québec Côte-Nord auprès de 1 100 entreprises de cinq employés et plus au cours de l'automne 2009, près de 40 % des établissements ont mentionné éprouver des difficultés de recrutement. Ces difficultés toucheraient un grand nombre de professions dans divers domaines de l'activité économique, principalement ceux des mines et de l'industrie manufacturière.

En 2014, le taux de chômage devrait s'établir autour de 8 % selon nos

Graphique 4

## Provenance de l'offre de main-d'œuvre



prévisions. C'est donc dire que la région ne devrait pas connaître de pénuries de main-d'œuvre à moyen terme. Selon les études effectuées par Emploi-Québec, la moitié des emplois disponibles au Québec d'ici 2014 seront occupés par des jeunes qui arrivent sur le marché du travail (graphique 4). Les chômeurs actuels, les personnes de 65 ans et plus, les personnes qui reviennent sur le marché du travail et les immigrants sont autant de groupes dont l'apport permettra de pourvoir les emplois disponibles.

Sur la Côte-Nord, les principales sources pour pourvoir les emplois seront les jeunes, la hausse de la population active et la diminution du chômage. Par contre, il existe toujours des personnes qui sont défavorisées sur le plan de l'emploi et qui participent moins au marché du travail. C'est le cas notamment des femmes, des jeunes, des personnes handicapées et des autochtones. Une participation plus active de ces groupes permettra une hausse du taux d'activité régionale.

Malgré un certain rattrapage, la participation des femmes au marché du travail se caractérise par un taux d'emploi plus faible que celui des hommes et par la nature précaire des emplois qu'elles occupent. Ainsi, en 2010, le taux d'emploi des

femmes de la Côte-Nord demeure inférieur à celui des hommes, soit 55,9 % comparativement à 62,9 %. Les femmes occupent aussi 72 % des emplois à temps partiel.

De plus, selon Statistique Canada, le salaire hebdomadaire moyen des femmes de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec en 2010 ne représentait que 65 % de celui des hommes, alors qu'au Québec cette proportion est de 78 %. Si, pour les hommes, le salaire moyen est nettement plus élevé dans la région, c'est le contraire pour les femmes en 2010 où la rémunération est nettement inférieure à celle de la moyenne des femmes au Québec.

Au cours des dix dernières années, la situation des jeunes sur le marché du travail s'est beaucoup améliorée sur la Côte-Nord. Entre 2000 et 2010, le taux d'emploi des 15 à 24 ans est passé de 36,4 % à 57,4 %. Mais cette

Tableau 4  
La situation des femmes

	Hommes		Femmes	
	2010	2000	2010	2000
Taux d'emploi				
Côte-Nord	62,9	63,0	55,9	49,1
Québec	63,8	64,5	56,7	51,4
Salaire hebdomadaire moyen				
Côte-Nord	969,16	768,14	631,90	450,65

amélioration s'est faite aussi par une diminution de plus de 45 % de la population de ce groupe. Au Québec, la population de 15 à 24 ans augmenté de 0,5 % en dix ans. L'exode des jeunes est un problème important sur la Côte-Nord.

Par ailleurs, les jeunes ne constituent pas un groupe homogène. En effet, on observe au sein de ce groupe une grande variation des risques de chômage, notamment en raison du niveau de scolarité. Les jeunes de 15 à 19 ans qui ne fréquentent pas l'école sont ceux qui risquent le plus de connaître des difficultés sur le marché du travail. On retrouve un grand nombre de ces jeunes à l'aide sociale.

En 2007, l'Office des personnes handicapées du Québec estimait à 7 900 le nombre de personnes de 15 ans et plus qui vivaient avec une incapacité sur la Côte-Nord, soit 10 % de la population. Par ailleurs, leur intégration au marché du travail est limitée. En fait, moins de 40 % des personnes de 15 à 64 ans avec incapacité auraient un emploi. De plus, le revenu total moyen des personnes avec incapacité est nettement inférieur à la moyenne régionale.

Le fait d'être une personne handicapée constitue un facteur aggravant du risque de chômage, en particulier lorsqu'il se trouve associé à des caractéristiques socioprofessionnelles défavorables à l'emploi, comme c'est souvent le cas.

Tableau 5

#### LES AUTOCHTONES

Population 2006 (15 +)	9 025
Part de la Côte-Nord	11,60 %
Emploi 2006	3 450
Taux d'activité 2006	53,90 %
Taux de chômage 2006	29,00 %
Taux d'emploi 2006	38,20 %
Sans diplôme 2006	59,80 %
Revenu moyen en 2005	27 867 \$

Les autochtones forment un groupe de plus en plus important sur la Côte-Nord. En 2006, Statistique Canada recensait 8 500 personnes vivant sur les dix réserves de la Côte-Nord, ce qui représente une hausse de 17,0 % depuis 1996. Elles



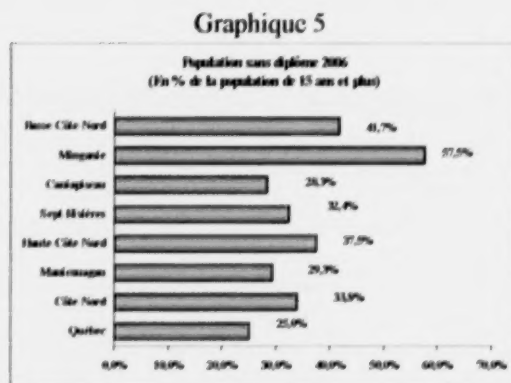
comptaient pour 8,8 % de la population totale de la région.

Au total, Statistique Canada estimait à 9 025 la population autochtone de 15 ans et plus en 2006. De ce nombre, 53,9 % étaient actifs sur le marché du travail et 38,2 % avaient un emploi. Les autochtones s'intègrent donc peu au marché du travail régional. Dans le contexte actuel de rareté de main-d'œuvre, il est souhaitable de faire les efforts nécessaires afin d'assurer une meilleure intégration de la main-d'œuvre autochtone dans l'économie régionale.

L'immigration demeure un phénomène marginal sur la Côte-Nord. Au recensement de 2006, 755 Nord-Côtiers de 15 ans et plus se sont déclarés immigrants, ce qui représente à peine 0,1 % de la population immigrante du Québec.

La Côte-Nord n'est donc pas une terre de prédilection pour les immigrants qui s'installent au Québec. En ce sens, ils ne constituent pas un groupe de personnes défavorisées sur le marché du travail régional. Cependant, avec le vieillissement de la population, l'exode des jeunes et l'augmentation des besoins en main-d'œuvre qui en découlent, il serait important de mettre en place les conditions qui favoriseraient l'arrivée de nouveaux immigrants dans la région.

Une des caractéristiques de la région est le faible niveau de scolarité de sa population. En 2006, sur la Côte-Nord, 33,8 % de la population de 15 ans et plus n'avait pas de diplômes, comparativement à 25,0 % au Québec. L'écart était encore plus grand dans les extrémités du territoire. Cette



situation est d'autant plus préoccupante qu'à ce moment-là le taux de chômage atteignait 23,0 % pour les personnes sans diplôme, comparativement à 12,0 % pour l'ensemble de la population de 15 ans et plus selon le recensement de 2006.

Parmi les professions pour lesquelles les entreprises ont mentionné des difficultés de recrutement lors de l'enquête sur les besoins en main-d'œuvre réalisée durant l'automne 2009, 70 % exigeaient de posséder un diplôme pour occuper l'emploi. Et, parmi ces mêmes professions, près de 50 % n'exigeaient aucune expérience préalable. En fait, le tiers des entreprises ont mentionné le manque de candidats qualifiés comme étant la principale cause de difficultés de recrutement. La faible scolarité est donc un facteur de risque important de chômage de longue durée.

La coexistence de bassins de clientèles sous-représentées sur le marché du travail et des difficultés de recrutement éprouvées par les entreprises constitue donc un enjeu considérable pour Emploi-Québec. Cela est l'essence même de la mission d'Emploi-Québec de favoriser l'équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre.

### 2.2.3 La mobilisation pour l'autonomie économique, l'inclusion sociale et la saine gestion de l'aide financière

Le nombre d'adultes bénéficiant des programmes d'aide financière de dernier recours a fortement diminué sur la Côte-Nord au cours des dernières années. Entre 2007 et 2010, le recul atteignait 14 %. Pour les personnes aptes au travail bénéficiant du programme d'aide sociale, la baisse était de 22 %.

Malgré ces diminutions, la pauvreté demeure sur la Côte-Nord et il existe des disparités importantes quant au niveau de vie de ses habitants. Par exemple, le niveau d'emploi et de revenu est différent selon que l'on habite la Manicouagan ou la Basse-Côte-Nord. Parmi les indicateurs relatifs aux disparités, celui de la défavorisation matérielle et sociale de Pampalon et Raymond permet de rendre compte de ces deux dimensions de la pauvreté dans les territoires du Québec. Selon cet indice, c'est surtout au point de vue

matériel (emploi, revenu et scolarité) que les territoires de la Côte-Nord sont défavorisés. Sur le plan social, la situation est plus favorable.

Par ailleurs, le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire a établi, dans la *Politique de la ruralité 2007-2014*, un indice de développement des municipalités utilisant des variables socioéconomiques telles que la variation de la population, l'emploi, le chômage et le revenu. Parmi les 152 municipalités considérées comme dévitalisées au Québec, 10 sont situées sur la Côte-Nord.

Tableau 6

**Indice de développement des municipalités dévitalisées de la Côte-Nord**

	Var. Pop.	Emploi	Chômage	Faible revenu	Indice de développement <sup>1</sup>
Longue-Rive	-6,9 %	38,8 %	25,4 %	16,3 %	-8,25
Portneuf-sur-Mer	-9,4 %	37,5 %	16,9 %	12,0 %	-6,28
Colombier	-8,2 %	39,6 %	28,6 %	9,2 %	-7,62
Godbout	10,4 %	33,8 %	21,4 %	20,0 %	-6,53
Baie-Trinité	-12,9 %	52,7 %	21,3 %	12,5 %	-5,05
Rivière-Saint-Jean	-9,4 %	46,5 %	37,5 %	9,6 %	-10,81
Aguanish	-11,7 %	30,4 %	40,0 %	13,1 %	-10,39
Gros-Mécatina	-1,2 %	20,6 %	64,1 %	13,3 %	-14,98
Saint-Augustin	-4,3 %	47,3 %	31,2 %	n.d.	-5,38
Bonne-Espérance	-2,1 %	29,9 %	54,4 %	6,5 %	-12,46

Source : Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

1. Une municipalité est considérée comme dévitalisée si son indice de développement est inférieur à -5,00.

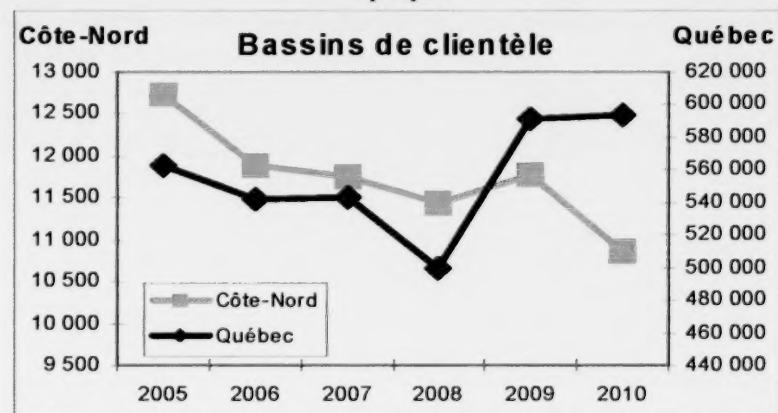
En général, celles-ci sont caractérisées par un recul et un vieillissement de leur population, un taux de chômage dépassant largement 20 % et un niveau de scolarité et de revenu particulièrement faible. De plus, leur situation financière très précaire rend difficile d'offrir des services de qualité à leurs citoyens.

Emploi-Québec a inscrit au cœur de sa vision organisationnelle que le travail est le meilleur moyen de réduire la pauvreté et d'assurer l'autonomie financière et l'insertion sociale des individus aptes au travail. Au cours de l'année, Emploi-Québec Côte-Nord devra donc s'attaquer à cet enjeu qui est au cœur de sa mission.

### 2.3 Le contexte organisationnel

Avec l'amélioration notable du marché du travail, les bassins de clientèle les plus susceptibles d'être desservis par Emploi-Québec seront en baisse au cours des prochaines années. Entre 2010 et 2014, cette diminution est estimée à 27 % pour l'ensemble du Québec. Même s'il n'existe pas d'estimation pour la Côte-Nord, on peut facilement croire que le recul sera du même ordre.

Graphique 6



Du côté des ressources, une diminution est également prévisible, notamment en raison de la fin du Pacte pour l'emploi Plus, et de la poursuite de la politique gouvernementale qui requiert que moins d'un retraité sur deux soit remplacé. En conséquence, les effectifs d'Emploi-Québec pourraient

diminuer d'environ 20 % dans l'ensemble du Québec. Notons qu'il n'est pas anormal que les ressources allouées aux services publics d'emploi diminuent après que des efforts supplémentaires importants eurent été faits pour lutter contre la récession, à mesure que les conditions sur le marché du travail s'amélioreront.

Par ailleurs, les problématiques organisationnelles auxquelles faisait face Emploi-Québec avant la récession sont toujours présentes et entravent la performance du réseau, notamment :

- Des systèmes informatiques désuets qui soutiennent le réseau;
- Une organisation territoriale de la prestation de services qui génère des coûts importants;
- Des processus organisationnels parfois inutilement complexes.

Ainsi, compte tenu des mutations sur le marché du travail et des problématiques mentionnées plus haut, les priorités organisationnelles d'Emploi-Québec au cours des prochaines années seront :

- d'optimiser l'utilisation du panier de services destinés à la population et aux entreprises;
- de repenser et d'optimiser les processus de travail afin d'augmenter la performance et la productivité;
- d'utiliser les technologies de l'information de façon optimale;
- d'actualiser la structure territoriale d'Emploi-Québec en misant notamment sur le recours aux nouvelles technologies dans le but de faciliter l'accès de la clientèle aux services, d'améliorer la desserte territoriale, d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles et de réduire les coûts administratifs;
- de mettre en place de nouveaux modèles de gestion pour faire face aux enjeux de gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre et de santé organisationnelle.

L'adaptation organisationnelle d'Emploi-Québec dans un contexte de réduction de ses ressources tout en améliorant la qualité de ses services constitue donc un enjeu important à relever au cours des prochaines années.

**LES GRANDES ORIENTATIONS  
D'EMPLOI-QUÉBEC  
ET LES AXES D'INTERVENTION**



### 3 LES ORIENTATIONS RÉGIONALES 2011-2012 ET LES STRATÉGIES ENVISAGÉES

La présente partie du plan d'action expose l'essentiel de la planification régionale à partir des cinq orientations retenues et adoptées par la Commission des partenaires du marché du travail le 16 décembre 2010. Ces orientations s'articulent autour de grands enjeux nationaux que sont le chômage persistant chez certains groupes de personnes, les difficultés de recrutement, l'amélioration de la productivité des entreprises, la mobilisation en faveur de l'autonomie économique et de l'inclusion sociale et la gestion rigoureuse et efficace des services d'Emploi-Québec.

Les pages qui suivent détaillent les axes d'intervention et les stratégies retenues pour chacune de ces orientations.

#### LES CINQ ORIENTATIONS

1. ATTÉNUER LES EFFETS RÉSIDUELS DE LA RÉCESSION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL ET SOUTENIR LA RELANCE DE L'EMPLOI.
2. FAVORISER LA PARTICIPATION ACTIVE AU MARCHÉ DU TRAVAIL ET L'EMPLOI DU PLUS GRAND NOMBRE DE PERSONNES.
3. CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ ET DE LA CAPACITÉ D'ADAPTATION DES ENTREPRISES AUX CHANGEMENTS.
4. OFFRIR LES SERVICES DE SOLIDARITÉ SOCIALE DANS UNE PERSPECTIVE D'INSERTION EN EMPLOI ET SOUTENIR LA MOBILISATION DES MILIEUX EN FAVEUR DE LA SOLIDARITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE, TOUT EN ACCORDANT UN SOUTIEN DU REVENU AUX PERSONNES QUI BÉNÉFICIENT DES DIVERS PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE.
5. REVOIR ET OPTIMISER LE PARTENARIAT, LES PROCESSUS DE TRAVAIL, LA PRESTATION DE SERVICES ET L'ORGANISATION TERRITORIALE D'EMPLOI-QUÉBEC.

Malgré la reprise, le risque que des personnes en chômage à la suite de la récession demeurent sans emploi de façon prolongée constitue un enjeu important. Emploi-Québec retient donc l'orientation suivante :

### ORIENTATION 1

#### **ATTÉNUER LES EFFETS RÉSIDUELS DE LA RÉCESSION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL ET SOUTENIR LA RELANCE DE L'EMPLOI**

---

##### AXES D'INTERVENTION

- 1. Les mesures de prévention et d'aide aux chômeurs et aux personnes qui ont perdu leur emploi à la suite de la récession.**
  
  
  
  
  
  
  
  
  
- 2. Les mesures de prévention et d'aide aux entreprises en difficulté de recrutement à la suite de la reprise économique.**

##### STRATÉGIES

- 1.1** Recueillir et diffuser l'information sur le marché du travail et les emplois disponibles.
  - 1.2** Offrir des services adaptés aux besoins des personnes qui ont perdu leur emploi, notamment des activités d'aide à l'emploi, la mesure Service d'aide à l'emploi et des formations de courtes durées.
  - 1.3** Assurer un suivi dans le cas des licenciements collectifs.
- 
- 2.1** Recueillir et diffuser l'information sur le marché du travail et les bassins de travailleurs disponibles.
  - 2.2** Favoriser l'utilisation de l'outil Placement en ligne auprès des entreprises afin de diffuser leurs offres d'emploi.
  - 2.3** Intensifier les activités de concertation pour l'emploi afin d'aider les entreprises dans la gestion et l'adaptation de leurs ressources humaines.
  - 2.4** Soutenir les entreprises dans leurs activités visant le recrutement de la main-d'œuvre.

LES INDICATEURS DE RÉSULTATS EN LIEN AVEC L'ORIENTATION 1	CIBLES RÉGIONALES 2011-2012
↕ Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi, participants de l'assurance-emploi	2 756
↕ Nombre de participants de l'assurance-emploi en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	1 005

Dans un contexte de mutation profonde du marché du travail et de difficultés accrues de recrutement de la part des entreprises qui coexistent avec un chômage et un sous-emploi chez certains groupes de personnes, dans certains secteurs ou milieux défavorisés, Emploi-Québec retient les orientations suivantes :

### ORIENTATION 2

#### **FAVORISER LA PARTICIPATION ACTIVE AU MARCHÉ DU TRAVAIL ET L'EMPLOI DU PLUS GRAND NOMBRE DE PERSONNES**

---

##### **AXES D'INTERVENTION**

- 1. La mobilisation, la préparation et l'accompagnement des clientèles éloignées ou sous-représentées sur le plan de l'emploi.**
  
  
  
  
  
  
  
  
  
  
- 2. Le recours aux services d'information sur le marché du travail et de placement pour l'insertion rapide en emploi et l'aide au recrutement.**

##### **STRATÉGIES**

- 1.1 Favoriser le repérage et encourager la mise en mouvement des clientèles ciblées.**
  - 1.2 Poursuivre la collaboration avec les ressources externes en employabilité dans l'optique de la complémentarité des services d'Emploi-Québec, notamment dans la progression du cheminement vers l'emploi en accompagnant les clientèles défavorisées sur le plan de l'emploi.**
  - 1.3 Soutenir les personnes défavorisées sur le plan de l'emploi dans leur cheminement vers l'emploi, en participant à la mise en œuvre des stratégies visant les clientèles ciblées par Emploi-Québec, notamment les jeunes, les autochtones, les personnes handicapées, les travailleuses et travailleurs de 45 ans et plus, les personnes immigrantes, la main-d'œuvre féminine ainsi que les personnes judiciairisées.**
  - 1.4 Soutenir le développement des compétences des clientèles éloignées du marché du travail ou sous-représentées.**
- 
- 2.1 Promouvoir auprès des citoyens et des employeurs l'utilisation des services d'information sur le marché du travail et de placement pour l'insertion rapide en emploi et le recrutement, particulièrement avec l'IMT en ligne et Placement en ligne.**

### **3. L'intervention auprès des personnes prêtes à occuper un emploi qui ont besoin d'une aide d'appoint.**

### **4. L'intervention auprès des entreprises pour l'intégration et le maintien en emploi d'une main-d'œuvre diversifiée.**

**2.2** Optimiser les services de la salle multiservice afin de faciliter l'utilisation de l'information sur le marché du travail et des outils de recherche d'emploi et de recrutement aux citoyens ainsi qu'aux employeurs.

**2.3** Favoriser la connaissance et l'utilisation de l'information sur le marché du travail et du placement auprès de tous les employés des centres locaux d'emploi pour faciliter et maximiser l'insertion rapide en emploi et le recrutement, dans l'optique d'Agir comme un.

**2.4** Intensifier l'utilisation des services de placement en ligne des entreprises.

**2.5** Augmenter nos interventions auprès des employeurs afin de faciliter le recrutement des personnes défavorisées sur le plan de l'emploi.

---

**3.1** Intervenir promptement auprès des personnes prêtes à travailler qui ont besoin d'une assistance ponctuelle pour trouver en emploi.

**3.2** Favoriser l'utilisation des services universels et des mesures de courte durée.

**3.3** Utiliser le Système interactif de recherche et d'analyse des dossiers (SIRAD) pour cibler les clientèles susceptibles de bénéficier d'une intervention des services publics d'emploi.

---

**4.1** Faire connaître aux entreprises les outils disponibles sur la gestion de la diversité, notamment le site Diversité +.

**4.2** Soutenir les entreprises dans la gestion du changement touchant toutes les composantes de la fonction ressources humaines.

- 4.3 Collaborer avec les organismes du milieu afin de faciliter la venue et le maintien en emploi de nouveaux travailleurs.
- 4.4 Collaborer à la mise en œuvre de l'entente spécifique Régionalisation de l'immigration.

LES INDICATEURS DE RÉSULTATS EN LIEN AVEC L'ORIENTATION 2	CIBLES RÉGIONALES 2011-2012
✚ Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi	4 364
✚ Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	2 089
✚ Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi, clientèle des programmes d'assistance sociale	928
✚ Nombre de participants de la clientèle des programmes d'assistance sociale en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	434

**ORIENTATION 3**

**CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ ET DE LA CAPACITÉ D'ADAPTATION DES ENTREPRISES AUX CHANGEMENTS**

---

**AXES D'INTERVENTION**

**1. La formation.**

**2. Le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre.**

**3. Le soutien à la gestion des ressources humaines dans les entreprises.**

**STRATÉGIES**

**1.1** Collaborer avec les établissements de formation à l'amélioration et à la diversification de l'offre et des modes de formation dont l'alternance travail-études conformément aux besoins des entreprises.

**1.2** Soutenir l'investissement des entreprises dans le développement et la qualification des travailleurs par une meilleure planification de la formation.

**1.3** Participer aux initiatives de promotion des métiers professionnels et techniques par la diffusion de l'IMT.

---

**2.1** Soutenir le reclassement et le recyclage des travailleurs par des activités de reconnaissance des compétences.

**2.2** Favoriser l'utilisation du Programme d'apprentissage en milieu de travail comme outil de qualification de la main-d'œuvre.

**2.3** Poursuivre notre collaboration avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport afin de maintenir l'offre de service du Centre régional en reconnaissance des acquis et des compétences.

---

**3.1** Accentuer nos interventions pour accompagner les entreprises dans l'amélioration de leurs pratiques en ressources humaines.

4. L'approche sectorielle.

3.2 Promouvoir auprès des entreprises de meilleures stratégies de recrutement et de fidélisation de la main-d'œuvre.

3.3 Sensibiliser les entreprises aux enjeux du marché du travail pour une meilleure gestion prévisionnelle de leur besoin de main-d'œuvre.

4.1 Favoriser le partenariat et la concertation entre les entreprises dans les secteurs d'activité économique en forte croissance.

4.2 Maintenir notre collaboration avec les ministères sectoriels afin de soutenir les efforts de restructuration et de diversification économique de la Côte-Nord.

4.3 Collaborer avec les comités sectoriels de main-d'œuvre pour accroître l'accompagnement auprès des entreprises dans l'adaptation aux changements.

4.4 Collaborer avec les comités sectoriels de main-d'œuvre pour l'implantation des diverses stratégies du cadre de développement et de reconnaissance des compétences comme outil de diversification des modes d'apprentissage et de formation continue.

LES INDICATEURS DE RÉSULTATS EN LIEN AVEC L'ORIENTATION 3	CIBLES RÉGIONALES 2011-2012
⬇ Nombre de nouveaux participants aux stratégies du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre	54
⬇ Nombre d'entreprises nouvellement aidées par les interventions des services publics d'emploi	292



La prévention de la dépendance à l'aide financière de dernier recours, la gestion rigoureuse des programmes d'aide financière et la mobilisation pour l'autonomie économique et l'inclusion sociale constituent des enjeux importants. Emploi-Québec retient donc l'orientation suivante :

### ORIENTATION 4

**OFFRIR LES SERVICES DE SOLIDARITÉ SOCIALE DANS UNE PERSPECTIVE D'INSERTION EN EMPLOI ET SOUTENIR LA MOBILISATION DES MILIEUX EN FAVEUR DE LA SOLIDARITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE, TOUT EN ACCORDANT UN SOUTIEN DU REVENU AUX PERSONNES QUI BÉNÉFICIENT DES DIVERS PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE**

---

#### AXES D'INTERVENTION

1. **Le soutien financier aux personnes et aux familles démunies conforme au cadre législatif et réglementaire.**
  
  
  
  
  
  
  
  
  
  
2. **L'aide et l'accompagnement des prestataires d'une aide financière de dernier recours dans une perspective de mise en mouvement et d'insertion en emploi.**

#### STRATÉGIES

- 1.1 Accorder une aide financière de dernier recours aux personnes et aux familles démunies, dans le respect des principes d'équité et de saine gestion des fonds publics.
  - 1.2 Poursuivre les efforts pour s'assurer d'une gestion rigoureuse et équitable des prestations spéciales.
  - 1.3 Assurer le traitement des dossiers à risque de non-conformité.
  - 1.4 Maintenir la qualité du traitement des nouvelles demandes d'aide financière de dernier recours en respectant les délais prescrits.
  - 1.5 Assurer la qualité de la saisie des données informatiques dans les dossiers de la clientèle.
- 
- 2.1 Intervenir rapidement auprès des nouveaux demandeurs.
  - 2.2 Repérer les prestataires de l'aide financière de dernier recours aptes au travail afin de les mettre en mouvement dans un cheminement vers l'emploi.

**3. La collaboration à la mobilisation et à l'engagement des différents acteurs de la société québécoise dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.**

**4. La contribution au Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale.**

**2.3** Promouvoir, auprès des personnes, l'emploi comme le but à atteindre durant la phase transitoire du versement des prestations d'aide financière de dernier recours.

**3.1** Poursuivre notre participation aux travaux relatifs à la stratégie régionale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et de promotion de saines habitudes de vie.

**3.2** Assurer un suivi des travaux des divers comités mis en place dans le plan de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

**3.3** Travailler à la mobilisation des intervenants engagés dans le Plan de lutte afin de les faire migrer vers le nouveau Plan gouvernemental de solidarité et d'inclusion sociale.

**4.1** Collaborer à la mobilisation des intervenants régionaux pour la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale.

**4.2** Inciter les partenaires à créer des alliances pour une plus grande cohérence des actions régionales.

**4.3** Participer au comité de travail de la Conférence régionale des élus pour la préparation du Plan régional.

**4.4** Soutenir par nos mesures et nos services des projets à caractère social et économique dans les municipalités dévitalisées afin de contribuer à la relance de ces milieux.

## L'INDICATEUR DE RÉSULTATS EN LIEN AVEC L'ORIENTATION 4

### CIBLES RÉGIONALES 2011-2012

↕ Nombre de sorties de l'aide financière de dernier recours (indicateur convergé)

647

L'adaptation organisationnelle d'Emploi-Québec aux mutations profondes du marché du travail dans un contexte de diminution des ressources constitue un enjeu important. Emploi-Québec retient donc l'orientation suivante :

### ORIENTATION 5

## **REVOIR ET OPTIMISER LE PARTENARIAT, LES PROCESSUS DE TRAVAIL, LA PRESTATION DE SERVICES ET L'ORGANISATION TERRITORIALE D'EMPLOI-QUÉBEC**

---

### AXES D'INTERVENTION

#### **1. Les pratiques de gestion des ressources humaines.**

#### **2. L'apport du partenariat.**

### STRATÉGIES

**1.1** Réaliser des activités visant l'amélioration de la santé des personnes en emploi, la gestion prévisionnelle de main-d'œuvre, le maintien en emploi du personnel expérimenté, le transfert d'expertise et la préparation de la relève.

**1.2** Réaliser une démarche continue de la qualité de vie au travail.

---

**2.1** Favoriser la concertation et la mobilisation des partenaires.

**2.2** Maintenir la collaboration entre la Commission des partenaires du marché du travail et les comités sectoriels de main-d'œuvre avec les services aux entreprises du réseau d'Emploi-Québec en vue d'une intervention concertée.

**2.3** Poursuivre et maintenir notre participation à des tables sectorielles de concertation régionale.

**2.4** Collaborer avec la Conférence régionale des élus à la mise en œuvre des stratégies régionales de développement.

**2.5** Poursuivre la concertation avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et le réseau de l'éducation.

**3. Réorganisation de la prestation de services et le développement du multimode.**

- 2.6 Consolider nos liens avec les centres locaux de développement.
  - 2.7 Poursuivre notre engagement financier dans différentes ententes spécifiques et administratives dans la région en lien avec la mission d'Emploi-Québec.
  - 2.8 Collaborer avec les autres ministères en région à la mise en œuvre de diverses stratégies gouvernementales de développement économique et social.
  - 2.9 Recourir à l'expertise des ressources externes en employabilité afin d'intervenir en complémentarité selon les besoins des diverses clientèles d'Emploi-Québec.
- 

- 3.1 Réviser l'organisation territoriale de services en diversifiant les modes de prestation.
- 3.2 Mettre en œuvre le plan de réorganisation régionale.
- 3.3 Poursuivre les travaux de mise en place du continuum de services aux individus axés sur l'emploi.
- 3.4 Assurer une utilisation maximale des services électronique par toutes les clientèles suffisamment autonomes (individus et entreprises).
- 3.5 Poursuivre les travaux visant à accroître l'efficacité et l'efficacé de la prestation des services publics d'emploi conformément au contexte économique et budgétaire.
- 3.6 Assurer la veille de l'évolution du marché du travail en collaboration avec les partenaires et apporter les correctifs nécessaires à notre offre de service.

### 4. La saine gestion des fonds publics.

3.7 Régionaliser l'attribution initiale dans un seul CLE et faire le traitement de la gestion des dossiers actifs dans deux pôles, un situé à l'est et l'autre à l'ouest de la région.

4.1 Poursuivre les actions prévues par la convention de performance et d'imputabilité visant à s'assurer de l'efficacité et de l'efficience en regard de l'objectif.

4.2 Poursuivre l'amélioration de la planification de la gestion et du contrôle budgétaire.

4.3 Poursuivre l'amélioration et la simplification de la reddition de comptes ainsi que des outils correspondants.

4.4 Assurer une gestion rigoureuse et équitable des fonds publics administrés par Emploi-Québec (services de solidarité sociale et services publics d'emploi).

LES INDICATEURS DE RÉSULTATS EN LIEN AVEC L'ORIENTATION 5	CIBLES RÉGIONALES 2011-2012
+ Délai moyen de traitement des nouvelles demandes d'aide financière de dernier recours à l'attribution initiale	10 jours
+ Proportion de plaintes avec recommandation de modifications	25 %
+ Pourcentage des décisions modifiées à la suite d'une demande de révision	21 %

### 4 LES FACTEURS DE CONTINGENCE

Il est important de préciser que certains facteurs ne sont pas du ressort d'Emploi-Québec Côte-Nord et peuvent par conséquent influencer la réalisation du plan d'action régional.

Les cibles de résultats liées aux indicateurs sont établies de façon préliminaire et seront adaptées à la lumière des résultats de 2010-2011 et des prévisions révisées pour 2011-2012.

Le budget réel de 2011-2012 en provenance du Fonds de développement du marché du travail n'est pas connu au moment de déposer ce plan et pourrait avoir une influence sur la mise en œuvre des stratégies retenues.

Finalement, si Emploi-Québec Côte-Nord doit assumer une nouvelle diminution du budget d'administration et de ses effectifs, cela pourrait avoir des répercussions sur l'atteinte des résultats.

**LES ANNEXES**

## ANNEXE 1

### RÉPARTITION DU BUDGET DU FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Les budgets d'intervention de la région de la Côte-Nord sont répartis en tenant compte des principales clientèles qu'Emploi-Québec doit desservir :

- les prestataires de l'assurance-emploi;
- les prestataires de l'assistance sociale;
- les entreprises.

L'exercice de répartition budgétaire est fait sur une base du budget alloué pour l'année. Il tient compte de l'historique, des réalisations des trois dernières années et de l'estimation des besoins de chacun des CLE.

#### Répartition du budget FDMT 2011-2012 par CLE

UNITÉ ADMINISTRATIVE	FONDS DU QUÉBEC \$	COMPTE DE L'ASSURANCE-EMPLOI \$	TOTAL 2011-2012 \$	TOTAL 2010-2011 \$
Direction régionale	680 000 \$	1 074 900 \$	1 754 900 \$	3 572 000 \$
Les Escoumins	78 600 \$	513 500 \$	592 100 \$	699 000 \$
Forestville	116 000 \$	757 700 \$	873 700 \$	1 050 300 \$
Baie-Comau	274 100 \$	1 790 900 \$	2 065 000 \$	2 594 400 \$
Port-Cartier	70 900 \$	463 400 \$	534 300 \$	668 300 \$
Sept-Îles	277 000 \$	1 809 700 \$	2 086 700 \$	2 365 100 \$
Havre-Saint-Pierre	141 800 \$	926 800 \$	1 068 600 \$	1 470 400 \$
<b>Total</b>	<b>1 638 400 \$</b>	<b>7 336 900 \$</b>	<b>8 975 300 \$</b>	<b>12 419 500 \$</b>



## ANNEXE 2

### LES INDICATEURS ET LES CIBLES DE RÉSULTATS

LES INDICATEURS DE RÉSULTATS EN LIEN AVEC L'ORIENTATION 1	CIBLES RÉGIONALES 2010-2011	CIBLES RÉGIONALES 2011-2012
1. Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi, participants de l'assurance-emploi	2 898	2 756
2. Nombre de participants de l'assurance-emploi en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	948	1 005

LES INDICATEURS DE RÉSULTATS EN LIEN AVEC L'ORIENTATION 2	CIBLES RÉGIONALES 2010-2011	CIBLES RÉGIONALES 2011-2012
3. Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi	5 061	4 364
4. Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	2 545	2 089
5. Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi, clientèle des programmes d'assistance sociale	1 020	928
6. Nombre de participants de la clientèle des programmes d'assistance sociale en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	483	434

LES INDICATEURS DE RÉSULTATS EN LIEN AVEC L'ORIENTATION 3	CIBLES RÉGIONALES 2010-2011	CIBLES RÉGIONALES 2011-2012
7. Nombre de nouveaux participants aux stratégies du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre	50	54
8. Nombre d'entreprises nouvellement aidées par les interventions des services publics d'emploi	356	292

L'INDICATEUR DE RÉSULTATS EN LIEN AVEC L'ORIENTATION 4		CIBLES RÉGIONALES 2010-2011	CIBLES RÉGIONALES 2011-2012
9.	Nombre de sorties de l'aide financière de dernier recours (indicateur convergé)	741	647

LES INDICATEURS DE RÉSULTATS EN LIEN AVEC L'ORIENTATION 5		CIBLES RÉGIONALES 2010-2011	CIBLES RÉGIONALES 2011-2012
10.	Délai moyen de traitement des nouvelles demandes d'aide financière de dernier recours à l'attribution initiale	10 jours	10 jours
11.	Proportion de plaintes avec recommandation de modifications	Nd	25 %
12.	Pourcentage des décisions modifiées à la suite d'une demande de révision	21 %	21 %

Emploi  
et Solidarité sociale

Québec

